

L'édito

Austérité budgétaire !

Plus de trente « 49.3 » utilisés au cours de ce quinquennat, soit un 49.3 tous les deux mois. La crise de la Ve République bonapartiste devient une longue agonie !

Pour imposer son budget par ce déni de démocratie qu'il avait promis de ne plus utiliser, Lecomte s'est assuré la neutralité de son bloc central flanqué sur sa gauche du PS et sur sa droite des Républicains, unis dans une coalition que tout oppose sauf l'intérêt commun d'éviter de nouvelles Législatives.

Dans les grandes lignes, rien ne change. Avec plus de 35 milliards de coupes, les économies prescrites, soi-disant pour la dette, sont principalement réparties sur le fonctionnement des services publics, la Sécu, le budget des collectivités locales dégradant encore les conditions de travail des personnels et les conditions de vie des usager-es. Le budget consacré à la défense s'envole. Le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes est insuffisant. La rénovation énergétique des bâtiments scolaires est fortement retardée, sont exclu-es des APL les étudiant-es extra-communautaires, la taxe pour les demandeur-ses de titres de séjour est multipliée par 4... La contribution des entreprises, au-delà de quelques mesures symboliques, est absente, sont hors-sujet la taxe Zucmann et la remise en cause des 211 milliards d'aides inconditionnelles aux entreprises.

Quelques gains sont obtenus : le repas étudiant à 1 euro, une prime d'activité augmentée de 50 euros, mais ce n'est pas du salaire et l'Etat se substitue aux patrons. Ces gains, réels, ne modifient en rien le caractère austéritaire du budget.

Ce qui est obtenu avec le décalage de la réforme des retraites, aussi minime soit-il, l'est-il grâce aux manœuvres au Parlement ou est-ce la conséquence des derniers mouvements sociaux et citoyens et la peur d'une lame de fond qui, depuis 2023, menace ? La recherche de Législatives anticipées n'est-elle pas aussi un coup politique électoraliste qui nous éloigne de la nécessité de rompre avec la Ve République ?

« C'est à la rue de faire le budget » disait Sophie Binet. Voilà une excellente proposition ! Autour des luttes concrètes, conséquences de ce budget, qui ne manqueront pas de se produire, regroupons-nous dans les intersyndicales locales, des collectifs citoyens, des assemblées populaires qui vont défendre dans les territoires nos biens communs. Portons à l'Assemblée nationale, nos alternatives pour un budget de justice sociale, fiscale, environnementale. Préparons un 49.3 populaire pour aller vers une république autogestionnaire !

Les lobbies du nucléaire à l'offensive

Dans de nombreux pays, on assiste à une offensive en règle pour la relance de l'énergie nucléaire. Ainsi, au Danemark, pays pionnier où 90 % du mix énergétique est assuré par les énergies renouvelables, le parlement a voté au mois de mai un texte permettant « l'étude de nouvelles technologies nucléaires » en rupture avec une loi de 1985 interdisant la construction de centrales atomiques. Même chose en Belgique où, au même moment, a été abrogée une loi de 2003 programmant la sortie du nucléaire. On connaît l'addiction de la France à l'atome, elle qui, avec ses alliés de l'Alliance Européenne du Nucléaire (1), a poussé à l'intégration du nucléaire dans les « technologies vertes » dans la politique énergétique de l'Union Européenne. Ce mouvement n'est pas seulement européen. De nombreux États dans le Monde veulent leur filière nucléaire au risque d'une dissémination de matières radioactives. A côté des centrales de type EPR – relancées en France malgré le fiasco technique et financier de Flamanville –, le nouveau mirage pourrait venir des SMR (petits réacteurs modulaires de moins de 300 MWe) dont les projets pullulent dans diverses officines.



L'argumentation des pro-nucléaires met souvent en avant le caractère prétendument décarboné de cette énergie, présentée comme LA solution pour lutter contre le dérèglement climatique

lié aux gaz à effet de serre. Mais ce qui propulse aujourd'hui le retour en force du nucléaire, c'est l'explosion de la demande en électricité générée par le développement de l'Intelligence artificielle et des centres de stockage de données. Des centres particulièrement gourmands en énergie et en eau ! C'est ainsi que Microsoft a obtenu la remise en service de la centrale de Three Mile Island aux États Unis, lieu d'un accident nucléaire majeur en 1979. Une fois encore, on est dans une fuite en avant technologique qui échappe à tout débat citoyen et sans que soit posée la question de l'utilité sociale de la « production » – en l'occurrence, la production de données – ni des usages de l'énergie. Qu'importe que la multiplication des centrales augmente statistiquement les risques d'accidents graves ; qu'importe qu'on ne sache toujours pas résoudre la question des déchets nucléaires, cadeau empoisonné légué aux générations futures ; qu'importe que les sécheresses ou la montée du niveau de la mer fassent peser une menace majeure sur la sûreté des installations et la sécurité de la population !

Il y a urgence à sortir du nucléaire et à promouvoir sobriété énergétique et énergies renouvelables !

(1) Bulgarie, Croatie, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède

Kanaky : l'accord « Élysée-Oudinot » est anachronique !

Signé le 19 janvier 2026, l'accord dit « Élysée–Oudinot », conclu entre l'exécutif et cinq partis calédoniens, ne saurait sceller l'histoire de la Kanaky et encore moins représenter un « pacte de refondation » pour la Kanaky ou préparer « un destin commun ». Il a été négocié à l'Élysée en l'absence des autorités coutumières et du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), principal représentant du peuple kanak, qui ne peut l'accepter. Comme le rappelle cette organisation dans son communiqué « un accord sans le peuple autochtone n'a aucune légitimité ». Il a été négocié avec des représentants macronistes et loyalistes qui, sur le terrain, considèrent que « la politique de la soit disant main tendue [avec les représentant-es du peuple kanak] a atteint ses limites ».

Cet accord reprend l'essentiel du projet dit de Bougival et fige une situation, favorable à la droite calédonienne. Il renforce les compétences des provinces dans le but de détruire l'unité du pays, avec un risque de partition avec, d'un côté, la province Nord et les Îles Loyauté et, de l'autre, la province Sud. Il va entraîner une « rupture d'équité » entre les citoyens, renforcer les inégalités économiques et sociales. Il remet en cause toute perspective de décolonisation réelle en instituant l'appartenance de la Kanaky à la République française et constitue une rupture avec un des objectifs de rééquilibrage de l'Accord de Nouméa (1998). Il prévoit un soutien économique (effacement des dettes, reconstruction, aides financières diverses) en échange d'un renoncement politique d'accession à une plus grande autonomie et à l'indépendance. De fait, comme l'indique le FLNKS, il « ouvre la voie à un dégel du corps électoral et verrouille durablement toute perspective d'accession à une pleine souveraineté ». En outre, il n'y a aucune référence

sérieuse au droit international et au droit aux peuples de disposer d'eux-mêmes.

Une fois de plus, Emmanuel Macron passe en force comme il n'a cessé de le faire avec la Kanaky depuis son premier mandat, notamment lors de la 3e consultation de souveraineté imposée aux Kanaks le 12 décembre 2021 (en pleine crise covidienne) et la modification législative du corps électoral en mai 2024. Il tient un double discours comme lors qu'il s'exprime sur le Groenland le 18 janvier dernier en déclarant que « la France est attachée à la souveraineté et à l'indépendance des Nations, en Europe comme ailleurs ». Avec ce pacte, E. Macron enterre les perspectives de pleine souveraineté ainsi que le transfert des compétences régaliennes contenues dans l'Accord de Nouméa. Pour des raisons géostratégiques non avouées, la France refuse toute décolonisation de la Kanaky et toute reconnaissance politique du droit du peuple kanak à l'autodétermination.



Le FLNKS a rejeté l'accord « Élysée–Oudinot », le Réseau coopératif de gauche alternative lui apporte son plein soutien dans son combat pour la décolonisation de la Kanaky. Conformément aux principes d'autodétermination des peuples prévus dans le droit international, en Kanaky la perspective historique est plus que jamais l'accession à l'indépendance et non pas à un accord anachronique imposé par un état colonial.

Gaza, le génocide continue, le projet néocolonial avance, l'autodétermination attendra

Depuis que le prétendu cessez-le-feu est entré en vigueur en octobre 2025, l'armée israélienne l'a violé des centaines de fois.

Chaque fois on dénombre de nouvelles victimes civiles : des femmes, des enfants, des vieillards ; le bilan s'élève à plus de 500 morts directs. Mais les Gazaoui-es continuent de mourir aussi des conséquences de la famine ou du manque de soins et de traitements. Certains jeunes enfants sont même morts de froid dans des abris de fortune trop peu protecteurs dans cette période hivernale.

Pour les habitant-es de Gaza, c'est la poursuite d'une guerre qui n'a jamais cessé. Tous les prétextes sont bons pour les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI). Le constat est terrifiant : Israël se moque du cessez-le-feu. Et aucun pouvoir, aucune instance internationale, ne l'oblige à le respecter.

La ligne jaune installée par l'État sioniste sépare le minuscule territoire (160 km²) réservé aux plus de 2 millions de Gazaoui.es, des 200 km² qui restent sous contrôle israélien. L'immense majorité de ses habitant-es vit dans des conditions indignes : ruines d'habitations en dur et surtout tentes inadaptées à la pluie et au froid hivernal. L'ouverture partielle et contrôlée par Israël du passage de Rafah n'aura qu'un impact très limité.

En violation flagrante du droit international, Israël limite l'arrivée de l'aide humanitaire et a interdit à l'UNRWA de poursuivre sa mission. Netanyahu veut aussi expulser 37 ONG comme Médecins sans Frontières ou Handicap International. Les prétextes sont toujours les mêmes : des liens supposés avec des terroristes, sans aucune preuve. En fait, par l'utilisation systématique de la violence, Israël cherche à pousser au départ « volontaire » les Gazaoui.es,

Netanyahu n'ayant pas renoncé à son projet de déportation.

De son côté, Trump vient de lancer un « Conseil de la Paix » dont la mission principale serait la reconstruction de Gaza sans associer la population. Ce « Conseil » est en fait une tentative de remplacement des instances de l'ONU, au profit d'un plan impérialiste et colonial sous sa direction. Ce projet est une nouvelle atteinte au droit international dont Trump n'a que faire.

Les Gazaoui-es demandent le respect absolu du cessez-le-feu et le retrait intégral des FOI de la totalité de leur territoire. Iels veulent aussi que l'aide humanitaire puisse leur parvenir sans restriction aucune et que cesse définitivement le blocus. Leur droit à l'autodétermination doit enfin être reconnu et appliqué. C'est sur ces bases que nous continuerons à nous mobiliser.

Meeting

**Non à l'impérialisme !
Solidarité avec le peuple du Venezuela !**

**mardi 10 février 2026 à 18 h
Bourse du travail de Saint Denis**

**18 h 30 : Anti-impérialisme et libertés démocratiques,
avec des représentant-es des mouvements sociaux et de syndicats
vénézuéliens**

**20 h 15 : La solidarité internationale face à l'impérialisme US
organisé par le Collectif de soutien avec le peuple vénézuélien**

pour nous contacter : ensemblegauchealternative@proton.me